

<https://divergences.be/spip.php?article3968>



Commentaire critique de l'article « L'impossible démocratie de marché »

- Aujourd'hui - 2025 - Février 2025 -

Date de mise en ligne : vendredi 31 janvier 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

(Nancy Fraser, in [Le Monde diplomatique](#) , décembre 2024)

Sommaire

- [Une interprétation sommaire du rapport entre politique et économie](#)
- [Un rapport entre économie et politique analysé en dehors de sa dimension historique](#)
- [Le capitalisme n'a pas de forme privilégiée](#)
- [Les faiblesses de l'analyse en termes d'émancipation](#)

quand Fraser évoque ici la démocratie

Tout d'abord, il faudrait lever une ambiguïté, parce qu'il n'est pas sûr que le titre soit de Nancy Fraser. Il émane peut-être de la rédaction. En effet, elle débute son article en mentionnant une crise de la démocratie. Une formulation bien vague puisqu'il y a plusieurs types de démocratie : la démocratie directe, l'indirecte, la représentative, la libérale, la « populaire » mais ça, c'est du passé, l'« illibérale » depuis une vingtaine d'années, et on pourrait désormais y ajouter la « post-libérale » si on en croit un politologue américain qui qualifie ainsi le régime trumpien. De la même façon, il y a plusieurs types de régime parlementaire (modèle anglais) et des variantes présidentielles (EU) ou semi-présidentielles (France). Leur point commun principal est d'être indirectes et représentatives par définition tout en souffrant toujours plus d'une délégitimisation de la représentativité des élus, qui se manifeste par une forte abstention, une versatilité des électeurs, des critiques *ad hominem* allant jusqu'à la violence contre les élus ou les institutions.

Donc, quand Fraser évoque ici la démocratie, c'est bien de la démocratie en général qu'elle parle et non pas de la « démocratie de marché ». Il est sûr que ce n'est pas très clair puisque tout son exposé repose sur le postulat que le capitalisme serait hostile à la démocratie, alors pourtant qu'il ne se développe pleinement que sous cette forme politique, aussi bien au cours de l'histoire qu'aujourd'hui [1]. Et, réciproquement, celle-ci n'a pu véritablement s'affirmer et se répandre que dans le cadre du développement capitaliste.

Une interprétation sommaire du rapport entre politique et économie

Une démocratie qui serait en crise, mais sans que sa résolution puisse être politique et, à ce sujet, Fraser mentionne les fausses solutions que représenteraient une sorte de réformisme éthique de la politique, une transformation des partis, etc.

Elle privilégie le niveau de la « totalité sociale », puisque ce serait à ce niveau que se situerait la « crise généralisée » du « néolibéralisme » ; dernier terme qu'elle reprend, comme nombre d'analystes, mais pour nous dire aussitôt qu'il n'a guère de valeur heuristique, parce qu'il ne serait qu'une déclinaison du capitalisme. Sans doute, mais alors

pourquoi reprendre le terme comme ceux qui, et c'est une tendance dominante, le critiquent pour mieux l'opposer à un capitalisme d'avant, qu'on a peine alors à définir puisqu'il ne serait pas libéral, sans pour cela être un capitalisme d'État ?

En fait, quand Fraser dit que le capitalisme est hostile à la démocratie, c'est de l'économie de marché qu'elle parle, ce qui l'amène à voir en celle-ci la réalisation d'un découplage entre économique et politique à travers la remise en cause de l'État (des « pouvoirs publics », dit-elle).

l'économique est donc non politique

Elle conclut provisoirement : « Dans le capitalisme, l'économique est donc non politique, et le politique non économique. » Si on veut faire un retour historique, les débuts du capital, du XVe jusqu'au milieu du XIXe siècle, maintiennent encore le lien entre économie et politique, ce que Karl Polanyi qualifie « d'encastrement » (*embeddedness*) des activités au sein de la société. La preuve en est que les grands économistes classiques comme Smith, Ricardo, Mill parlent en termes d'économie politique et non en termes d'économie, car la bourgeoisie industrielle doit encore compter sur le politique pour asseoir son pouvoir contre la noblesse et les grands propriétaires terriens, qui ont la haute main sur les institutions et la détermination des statuts sociaux. Marx, à la suite, conserve cette même perspective, puisqu'il définit sa critique comme critique de l'économie politique dans un soutien critique à ces théoriciens de la bourgeoisie progressiste et éclairée. C'est surtout à la fin du XIXe siècle que l'économie dite néo-classique ou marginaliste affirmera l'économie comme science et donc son autonomie. L'idée qui s'impose alors est celle de la séparation entre d'un côté l'économie du « Laissez-faire » appuyée sur une « société civile » qui en représente les agents libres de contracter ; et de l'autre l'État, avec la société politique contraignante à qui cette société civile ne déléguerait que la question de l'ordre public et du respect des contrats (« l'État minimum », dit régalien, pour éviter « la guerre de tous contre tous » ; cf. Hobbes et la philosophie anglaise du XVIIIe siècle).

Une telle position n'est pourtant guère tenable au-delà, à l'aune des expériences politiques que furent celles au long du XXe siècle, tels le New Deal de Roosevelt des années 1930 à ce que Karl Polanyi a appelé « la grande transformation » (cf. son livre éponyme), soit le passage de la « désocialisation » des années 1920, avec la mise en pratique des théories du marché autorégulateur, à la « resocialisation » de l'économie dans les années 1933-1945 aux États-Unis ; puis les Trente Glorieuses (1950-1980) en Europe de l'Ouest.

Ce qui a été appelé « mode de régulation fordiste » est l'exemple de l'intégration des trois domaines, politique, économique et social, réunis dans une même stratégie globale... au sein de l'État dans sa forme nation. Sa mise en place est générale parmi les grandes puissances, même si c'est sous différentes formes, le cadre d'origine étant celui du protectionnisme qui prévaut à partir des années 1930, parce qu'il garantit une circulation des flux endogène à chaque circuit économique national : chaque intervention de l'État pour augmenter la demande rencontre son offre correspondante... et inversement. Avec pour conséquence les débuts de la « société de consommation » et des divers systèmes de sécurité sociale ; et, en contrepartie, la plus ou moins grande explosion de la dette publique (*welfare state*). Un cadre géopolitique dont Fraser tient peu compte, mais qui pourtant correspond à sa définition du capitalisme comme « ordre social institutionnalisé » et, partant, le distingue des formes diverses de capital circulant ou non dans des sociétés qui ne sont pas capitalistes (capital commercial, capital-argent thésaurisé, spéculatif, etc.), et encore moins démocratiques à ce que le militaire ou la dictature ou les oligarques y commandent à l'économie jusqu'à l'absurde [2]. Un capitalisme qui intègre aussi la classe du travail dans un rapport social de dépendance réciproque (les théories du contrat d'abord, le droit du travail ensuite, les syndicats enfin, le tout sous le contrôle de l'État), avec ses antagonismes et une dialectique des luttes de classes qui le transforme plus ou moins profondément suivant les spécificités nationales, mais toujours sans l'abolir, puisque, par définition, il est essentiellement dépendance réciproque (quel que soit le pays) et seulement éventuellement antagonisme. Une dialectique et des luttes que Fraser n'intègre pourtant pas à son argumentation, dans la tradition d'une grande partie de la gauche américaine et du mouvement ouvrier américain, qui s'est rarement posé (sauf peut-être à l'époque des

IWW) comme autonome, ou contre la bourgeoisie. En effet, il s'est plutôt positionné et rapporté à l'ensemble de la société en épousant majoritairement les aspirations individualistes des classes moyennes vers la « grande société » promise par Johnson et Kennedy au début des années 1960, contre le spectre du communisme. Plus généralement, c'est le moment dans lequel s'impose la thèse de la moyennisation des sociétés capitalistes occidentales contre celle de leur prolétarianisation et, avec elle, l'éloignement, si ce n'est la disparition, de toute perspective communiste au sens où l'entendait la théorie du prolétariat.

Ainsi, la seule fois où Fraser semble y faire allusion, c'est dans une référence à « une nouvelle gauche qui dénonçait à l'échelon mondial les oppressions, exclusions et prédateurs sur lesquelles reposait l'ensemble de l'édifice ». Pas de référence à la théorie du prolétariat et au communisme, mais au tiers-mondisme et à la lutte anticoloniale. On comprend ici pourquoi Fraser est une habituée des colonnes du *Monde diplomatique*.

Or cette intégration des trois sphères est justement le propre du capitalisme dans son devenu progressif et progressiste — alors que l'Antiquité grecque et romaine, comme le régime féodal ou le système des castes aux Indes, prenaient bien soin de les séparer, y compris au sein de la démocratie athénienne, fort limitée au demeurant. Devenu progressif, disais-je, parce que la question parcourt près d'un siècle et demi en réinterrogeant le rapport entre ces sphères. Dans la Révolution française, par exemple, Tocqueville et Arendt analysent la violence de la Terreur, et finalement la défaite révolutionnaire, par la tentative de lier révolution politique et sociale [3]. Une séparation que Napoléon rétablira en asseyant à la fois le pouvoir de l'État et le développement de la bourgeoisie. En France, elle atteindra son apogée sous la Troisième République, avant que la Seconde Guerre mondiale et le triomphe des idées keynésiennes et fordistes viennent sceller un devenir capitaliste que Marx anticipait sous la forme de la « domination réelle du capital » (une première tentative de globalisation des sphères politique, économique et sociale), la distinguant de la « domination formelle » dans laquelle une part importante de la société reste précapitaliste (la France est en majorité rurale et artisanale jusqu'en 1940).

Un rapport entre économie et politique analysé en dehors de sa dimension historique

Cette idée d'une séparation entre économique et politique n'est pas problématisée dans sa dimension historique, car Fraser la considère comme un invariant, ce qui est tout à fait contestable, nous espérons l'avoir montré. En effet, ce qu'elle développe correspond à une période assez courte (des années 1980 aux années 2000), symbolisée par l'arrivée au pouvoir politique de Reagan et Thatcher. Il s'agit pour ceux-ci d'acter non seulement la défaite de la dernière tentative d'insubordination ouvrière et de révolte de la jeunesse de la fin des années 1960-début 1970, mais aussi la difficulté à sortir de la crise économique (baisse de la productivité, hausse des salaires et de l'énergie) sur les bases de l'ancien mode d'accumulation et de régulation fordiste. Des mesures de rupture sont prises : lutte contre l'inflation, politique de l'offre à la place de la politique de la demande. La déréglementation générale qui s'ensuit enclenche un processus de globalisation et un niveau qualitativement et quantitativement supérieur de mondialisation et de division internationale du travail. Certains vont y voir le retour à un capitalisme sauvage digne de la fin du XIXe siècle, avec effacement du cadre de l'État en sa forme nation et déclin de l'État du *welfare*, surtout sensible dans le monde anglo-saxon.

L'indépendance des banques centrales semble coiffer le tout — ce qui apparaîtra comme le comble du libéralisme dans sa forme néo, alors que les thèses purement libérales (telle celle de F. Hayek) sont pour la suppression des banques centrales et sont toujours restées marginales au sein de la théorie libérale en général et de la théorie économique en particulier —, mais elle ne fait que redoubler la tendance à la caducité du cadre national pour la dynamique du capital. De plus, la Fed américaine comme la BCE ont une indépendance toute relative dans leur politique de taux et de prêt ; on s'en est aperçu pendant la crise sanitaire. La BCE est ainsi très dépendante de la politique monétaire et budgétaire allemande, elle-même très contrainte par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe,

mais proposant un modèle original d'« économie sociale de marché » qui contredit quelque peu l'« ordolibéralisme » prôné par l'UE. Il ne faut donc pas se fier à un « à première vue » de la globalisation. L'une de ses bases est bien la dérégulation, mais cela ne signifie nullement absence de réglementation. En effet, de nouvelles régulations se mettent en place au niveau du capitalisme du sommet [4] : d'un côté, les États ou des organismes internationaux comme l'UE imposent des normes environnementales et de sécurité, des normes bancaires et assurantielles, et continuent à fixer des prix administrés (le salaire minimum par exemple, qui, paradoxalement, tend à se généraliser) ; de l'autre, les grandes firmes multinationales négocient par cartellisation entre oligopoles de nombreux prix mondiaux, qui ne sont donc pas des prix « de marché » au sens strict (par exemple ceux de l'énergie, ceux de l'argent).

Le capitalisme n'a pas de forme privilégiée

Ce que Fraser appelle le « tournant historique majeur » des années 1980-2000 est ce que nous appelons la *révolution du capital* et non pas une crise. Il se déroule un processus de totalisation du capital à ce qui ne veut pas dire unification, car il existe différentes fractions de capital. La notion de globalisation est d'ailleurs assez appropriée à la description du processus. Mieux en tout cas que celle de financiarisation qu'emploie Fraser, qui amène en général à l'idée d'un capitalisme spéculatif ou parasitaire à une idée qu'évite Fraser, sans nous dire toutefois pourquoi elle domine le discours convenu sur le capital aujourd'hui. Fraser emploie souvent l'expression « par nature, le capitalisme ». Mais, justement, le capitalisme n'a pas de « nature ». Comme le dit Braudel, il est labile, protéiforme, et il n'est pas plus financier que commercial ou industriel. Et il n'est pas non plus la succession de ces formes en fonction d'une évolution au cours du temps qui se ferait sur le même modèle que celui de la succession déterministe-marxiste des modes de production, du moins évolué vers le plus évolué ou progressiste. La finance est en effet présente aussi bien au XVI^e siècle, pour participer au développement des « villes-monde », qu'aujourd'hui pour le financement des nouvelles technologies ou à travers le développement du capital fictif.

Le développement du capital exige toujours un financement, et c'est le mode de financement qui change. Le marché monétaire (via la finance bancaire ou finance indirecte) assurait le plus gros du financement, mais dans un cadre national contraint assez bien adapté à une régulation fordiste essentiellement nationale.

L'accroissement de la vitesse des échanges et leur mondialisation allaient accroître aussi la vitesse des moyens de circulation par recours à la finance dite directe, celle du marché financier (banques toujours, mais aussi démocratisation du statut d'actionnaire, qui n'est plus un rentier mais un membre, le plus souvent salarié, de fonds de pension par capitalisation). Ce processus de totalisation, malgré son apparence abstraite de « système », correspond pourtant à des fractions de capital, à des forces sociales de pouvoir qui intègrent (ou du moins tentent de le faire) la crise comme une composante de la dynamique d'ensemble. Son existence n'est plus niée comme elle a pu l'être à l'époque où dominait une théorie néo-classique, pour qui la crise ne pouvait venir que d'obstacles extérieurs au libre marché (l'intervention de l'État, des syndicats, de la firme monopolistique, etc.). Elle n'est plus non plus considérée comme crise finale, sauf par les derniers marxistes, ou dramatisée hormis dans sa dimension finalement apolitique de mise en danger de la planète, sans que cela soit forcément relié au capitalisme lui-même [5]. La crise de 2008, par exemple, loin d'être une crise finale, a permis de purger certains aspects « sales » du marché financier et de mettre en place des pare-feu au niveau des banques centrales et des États. La dernière crise sanitaire a, elle, accéléré la plateformesation, le commerce électronique, le travail à distance. Ces crises ne sont certes pas auto-entretenuës ou provoquées sciemment, selon un « plan du capital » qui supposerait son unité parachevée, mais elles fournissent des opportunités [6] à certaines fractions ou forces en présence. Elles entretiennent une dialectique de transformation au sein du rapport social capitaliste qui n'épouse pas nécessairement ou essentiellement l'ancienne dialectique des luttes de classes.

Fraser essaie de lier crise et lutte pour sortir d'une vision économiciste qu'elle ne supporte pas, tout en critiquant

implicitement le présupposé du marxisme vulgaire de l'automaticité du rapport crise/lutte. Ainsi sa phrase : « Ce n'est que lorsque des membres de la société perçoivent que les graves difficultés qu'ils rencontrent surviennent, non pas en dépit, mais à cause de l'ordre établi, lorsqu'une masse critique décide que l'ordre peut et doit être transformé par l'action collective, lorsqu'une impasse objective se dote d'une voix subjective, ce n'est qu'alors que l'on peut parler de "crise" au sens de "tournant historique majeur" qui impose de prendre une décision. » Mais sa critique est détachée de toute temporalité ; or, cette citation, qui correspond à la période où court le fil rouge historique des luttes de classes, s'avère inopérante aujourd'hui. Fraser le reconnaît elle-même en disant que ce vide a laissé la place au populisme, sans nous dire pourquoi c'est sa version droitière qui tend à l'emporter (comme toujours, pourrait-on dire, si on se réfère à l'histoire et, par exemple, au mouvement boulangiste). Elle fait le parallèle entre les deux populismes contemporains, mais ils ne sont pas de même ampleur et, surtout, hormis la critique des élites et la référence aux identités, les revendications ou valeurs qu'ils expriment ne sont pas les mêmes.

L'articulation actuelle du capitalisme en trois niveaux

Ce processus de totalisation déporte la question de la séparation éventuelle entre politique et économique au niveau de la nouvelle structuration en réseau du capitalisme puisque, à l'opposé de Fraser, nous l'analysons dans sa dimension historique. Qu'en est-il ? Au niveau II, la totalisation se fait par résorption des institutions, disparition de la « société civile » et transformation des citoyens-producteurs en individus-consommateurs dans le cadre de la désindustrialisation et de l'accent mis sur les activités à haute valeur ajoutée, mais avec une augmentation des inégalités et une fragmentation des territoires. Politique de la ville et accentuation des activités régaliennes de l'État sont censées fournir des réponses à ces tensions. La croissance des activités au niveau III est marquée par le développement de zones grises de l'emploi entre travail déclaré et non déclaré ; la variété des statuts (contrat de travail relevant du droit commercial et non plus du droit du travail, auto-entrepreneuriat, déguisé ou non, se distinguant de l'artisanat, ubérisation des conditions, chômage de longue durée), ce qui entraîne des réponses politiques en termes de traitement social.

Enfin, au niveau du capitalisme du sommet, il y a bien une indifférenciation des sphères politique et économique : elles sont unifiées ou plutôt totalisées sur la base de la priorité donnée à la fois à la domination (plutôt qu'à l'exploitation), à la puissance (plutôt qu'au profit) et à la capitalisation (plutôt qu'à l'accumulation, comme le croit Fraser, qui raisonne parfois comme si on était encore dans les années 1950-1960). Le personnage d'Elon Musk est le meilleur représentant/symbole de ce capitalisme de la puissance pour qui le profit au sens traditionnel du terme n'est qu'un élément secondaire (Tesla est un échec de ce point de vue-là). Pour paraphraser le Hegel de la *Philosophie du droit*, Musk est la figure qui « rend effective la réalité substantielle » (transhumanisme, conquête de l'espace). Et Trump est son « digne » pendant politique, mais pour les deux il est clair que cette distinction entre politique et économie n'a plus de raison d'être. Là où ils sont forts, c'est qu'ils n'ont pas peur de l'affirmer publiquement. En ne séparant plus politique et économie, ils révolutionnent la démocratie américaine par un coup de force, sans que puisse leur être reproché un coup d'État, à l'opposé donc de l'option précédente de prise du Capitole.

L'idée d'une « gouvernance sans gouvernement », outre qu'à mon avis elle provient là aussi de la rédaction du *Monde diplomatique* et non pas de l'auteur, n'est pas dénuée d'intérêt dans la mesure où elle ne laisse pas prise aux théories sur le capital automate ; mais elle n'est pas d'un grand secours dans la mesure où elle ne saisit pas le caractère de la restructuration du capital selon trois niveaux articulés. Dans cette mesure, il devient difficile d'expliquer pourquoi de grands accords sont signés au niveau I, malgré le maintien de différences de politiques à ce même niveau (retour des souverainismes avec l'isolationnisme américain, le Brexit britannique, le conflit États-Unis-Chine et l'impossible politique européenne, l'« exception française »). Difficile aussi de comprendre les choix différents faits aux niveaux II et III par rapport à l'immigration et aux régularisations, à la source d'énergie privilégiée, à l'âge de la retraite, aux systèmes de retraite et de sécurité sociale, à l'existence d'un salaire minimum ou non, à la façon de lutter contre le chômage, etc. Bref, il y a peut-être gouvernance, même si le terme tire plutôt son origine des « foucaaldiens de droite » du patronat, mais il est abusif de proclamer qu'il n'y a plus de

gouvernement, si on ne prend pas ce terme au sens strictement politique et de court terme, mais en l'envisageant au niveau des sommets de l'État, qui, là aussi, comme au niveau I, mêlent politiques, haute fonction publique, syndicats patronaux et de salariés, grands médias.

Les faiblesses de l'analyse en termes d'émancipation

Fraser conclut en critiquant non pas les deux populismes, parce qu'ils ne peuvent mordre dans la politique rationnelle et donc il n'y a rien à en attendre du point de vue alternatif, mais le courant libéral-libertaire de la nouvelle gauche qui, lui, est tout sauf critique des élites, puisqu'il en est un produit radicalisé ^à plus que gauchisé d'ailleurs. On peut reconnaître cette lucidité à Fraser, ce n'est pas si courant dans les médias officiels, de ne pas s'illusionner sur les « émancipations » d'aujourd'hui. Son point de vue est clair et recoupe le nôtre : « Loin de démasquer les puissances derrière le rideau, les courants dominants de la "résistance" sont depuis longtemps compromis avec elles. Aux États-Unis par exemple, c'est le cas des ailes libérales-méritocratiques de mouvements sociaux qui défendent le féminisme, l'antiracisme, les droits de la communauté LGBTQ (lesbiennes, gays, bisexuels, trans et queer) et l'écologie. » Elle y adjoint tous les innovateurs et chercheurs, souvent en rupture de ban(c) (d'école et d'*establishment*), qui ont été à l'origine du développement de l'industrie de l'information (les nouveaux visionnaires de la révolution du capital et leur *Weltanschauung* particulière, en tout cas très différente de celle de la bourgeoisie). Fraser dénonce bien le faux combat aujourd'hui qui opposerait progressistes et conservateurs, *woke* et anti-*woke*, mais elle se perd elle-même dans sa référence au concept gramscien d'hégémonie. En effet, elle développe la perspective d'une autre hégémonie ^à qui est justement le combat que se mènent les deux variantes de populisme ^à, mais à une époque qui ne le permet plus, dans la mesure où la société civile (lieu de cette confrontation des « consciences de soi [7] ») et la « grande histoire » (par exemple celle qui a vu s'opposer capitalisme et communisme et/ou « socialisme ou barbarie ») ont été résorbées dans la société capitalisée et ses réseaux branchés et interconnectés. Il en résulte une actualisation continue qui tente d'échapper au temps (c'est le « temps réel » de l'informatique ; celui de la vitesse de la lumière), de telle sorte que la temporalité humaine est décomposée, altérée, comme suspendue. Et donc, aussi, déshistorisée.

JW, le 29 décembre 2024

[1] – Je laisse volontairement de côté le cas particulier de la Chine en renvoyant à mes développements dans l'article « La Chine dans le procès de totalisation du capital » (*Temps Critiques* no 10, dans lequel se fait sentir l'influence « sociobarbare », via l'article de Lapassade sur le mode de production asiatique (*in SoB*, no 40). Mais, pour faire bref, en Chine le capital circule (mal) dans une société qui n'est pas capitaliste, parce que la plupart de la propriété n'y est pas privée et que la force de travail n'y est pas « libre » de contracter et de circuler. À l'inverse de ce que dit Fraser, ce n'est pas l'économie de marché qui y empêche la démocratie, puisque ce type d'économie y est embryonnaire, mais l'insuffisance de son développement. En cela, la direction du PCC maintient maints caractères de l'époque de la « bureaucratie céleste », tout en essayant de dynamiser sa base par l'innovation et l'accumulation bien plus que par la marchandisation.

[2] – Cf. Chaulieu (Castoriadis) et l'analyse des rapports de production en Russie dans le no 2 de *SoB*.

[3] –

La Commune et la révolution espagnole n'échapperont pas à cette question. Lénine pas plus avec son programme « les soviets + l'électrification ».

[4] – Que nous appelons aussi le niveau I de la domination capitaliste. Il regroupe les États comme puissance politique, mais aussi économique, avec l'importance prise par les « fonds souverains », les grandes firmes multinationales, les organisations internationales, y compris certaines ONG, les grands syndicats. C'est là que sont censés se régler les grands problèmes de reproduction globale (par exemple la question de

l'environnement et du climat, celle de l'accès aux matières premières et aux nouvelles technologies, la question des paradis fiscaux, des cartels de la drogue et de l'activité de blanchiment, etc.).

Le niveau II est celui de la reproduction des rapports sociaux, le plus souvent dans le cadre national (rapport capital/travail, intervention sociale de l'État). L'État y persiste encore dans sa forme nation, mais avec d'importantes distorsions comme celles qui président à la résorption des institutions. C'est aussi à ce niveau que se trouvait l'essentiel de « l'économie de marché », celle qui subit les prix plus qu'elle ne les fixe (cf. actuellement le prix du gaz).

Le niveau III est pour sa part constitué des zones dans lesquelles dominent encore une économie informelle ou de subsistance, le travail clandestin et l'activité de trafic au niveau local et national, les zones de pillage et de guerres ethnicisées au niveau international.

Ces trois niveaux ne forment pas trois mondes étanches comme cela pouvait être le cas à l'époque où Braudel cherchait à cerner les premiers développements du capital entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, car ils sont à la fois hiérarchisés et articulés au sein du procès de globalisation. Le premier fonctionne à la puissance, le second au profit, le troisième à la fluidité/flexibilité ; mais il y a interaction entre eux : le niveau I organise, investit, rentabilise grâce aux grandes quantités produites (les « majors »), le second innove (les start-ups) et produit en quantité limitée par manque de surface financière en attendant de passer la main, le niveau III sert de base arrière, alternative ou souterraine.

Pour plus d'information sur la question, voir les articles de Jacques Wajnsztein : « Quelques précisions sur capitalisme, capital, société capitalisée » in *Temps critiques* no 15 et « Sur la politique du capital », no 17.

[5] – Cf. d'un côté, la *deep ecology*, de l'autre, la critique anti-industrielle.

[6] – En 1984 déjà, Yves Montand disait : « Vive la crise » et *Libération*, ce journal de la révolution du capital, en faisait son titre de première page.

[7] – Cf. in *Interventions* no 28, le passage sur la notion d'opinion publique.